

Extrait du
Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Identifiant juridique : BOI-INT-DG-20-40-12/09/2012

Date de publication : 12/09/2012

**INT – Dispositions communes - Droit Conventionnel – Les prix de
transfert**

Positionnement du document dans le plan :

INT - Fiscalité internationale
Dispositions communes
Titre 2 : Droit conventionnel
Chapitre 4 : Prix de transfert

Sommaire :

- I. L'imposition des bénéfices des entreprises associées dans les modèles de convention fiscale
 - A. Le principe de pleine concurrence
 - B. Les méthodes de détermination du prix de pleine concurrence préconisées par l'OCDE
 - C. L'ajustement corrélatif
- II. Pratique et clauses conventionnelles de la France en matière de prix de transfert
 - A. Généralités
 - B. Particularités de certaines clauses
 - C. Pratique française en matière d'ajustements corrélatifs

1

La détermination des prix de transfert, c'est-à-dire des prix entre entreprises liées, peut avoir pour effet de réduire l'assiette imposable dans les États concernés.

Afin de préserver la souveraineté de chacun de ces États, des dispositifs permettant de répartir équitablement la matière imposable entre les deux États ont été mis en place, notamment celui de l'article 9 du [modèle de convention fiscale de l'OCDE](#).

10

Ainsi, les prix de transfert sont régis au plan international et d'un point de vue fiscal par le principe de pleine concurrence, repris par l'article 9 du [modèle de convention fiscale de l'OCDE](#). Ce principe figure dans la plupart des conventions fiscales signées par la France et existe en droit interne dans le

50

Le principe de pleine concurrence est en effet le fondement des analyses de comparabilité pour lesquelles le Conseil de l'OCDE a édicté des lignes directrices détaillées dans son rapport intitulé « [Principes applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales](#) ». Ce rapport, adopté le 27 juin 1995, est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des travaux de cette organisation sur cette question (la dernière mise à jour, du 22 juillet 2010, est consultable sur le [site internet de l'OCDE](#)).

En effet, les règles y afférentes des modèles de convention fiscale induisent :

- la nécessaire comparaison entre les conditions convenues ou imposées entre entreprises associées et celles qui seraient convenues entre entreprises indépendantes, pour déterminer si une rectification de la comptabilité des entreprises associées est autorisée en application du paragraphe 1 de l'article 9 du [modèle de convention fiscale de l'OCDE](#) ;
- la nécessaire détermination des profits qui auraient été réalisés en conditions de pleine concurrence pour déterminer le montant de la rectification éventuelle de comptabilité.

60

Deux sous-alinéa a) et b) de ce même paragraphe déterminent le champ d'application de l'article au regard des personnes visées, à savoir les entreprises associées, qui sont définies comme :

- deux entreprises de deux États contractants différents dont l'une participe, directement ou indirectement, à la direction, au contrôle ou au capital de la seconde, ou ;
- deux entreprises de deux États contractants différents dont les mêmes personnes participent, directement ou indirectement, à la direction, au contrôle ou au capital.

Les commentaires du [modèle de convention fiscale de l'OCDE](#) résument le terme « entreprises associées » en visant notamment les sociétés mères et leurs filiales et les sociétés placées sous contrôle commun.

L'article 1 du [modèle de convention fiscale de l'OCDE](#) définit quant à lui le terme « *entreprise* » comme « *l'exercice de toute activité ou affaire* » et le terme « *personne* » comme comprenant « *les personnes physiques, les sociétés et tous les groupements de personnes* ».

B. Les méthodes de détermination du prix de pleine concurrence préconisées par l'OCDE

70

L'OCDE, dans le cadre des lignes directrices détaillées dans son [rapport précité](#), préconise deux familles de méthode : celle des méthodes traditionnelles basées sur les transactions comparables et celle des méthodes transactionnelles de bénéfices.

210

S'agissant des ajustements secondaires, il convient de se reporter au [BOI-INT-DG-20-30-10](#) au **IV-D § 640** .